



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux
flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2015 – janvier 2016

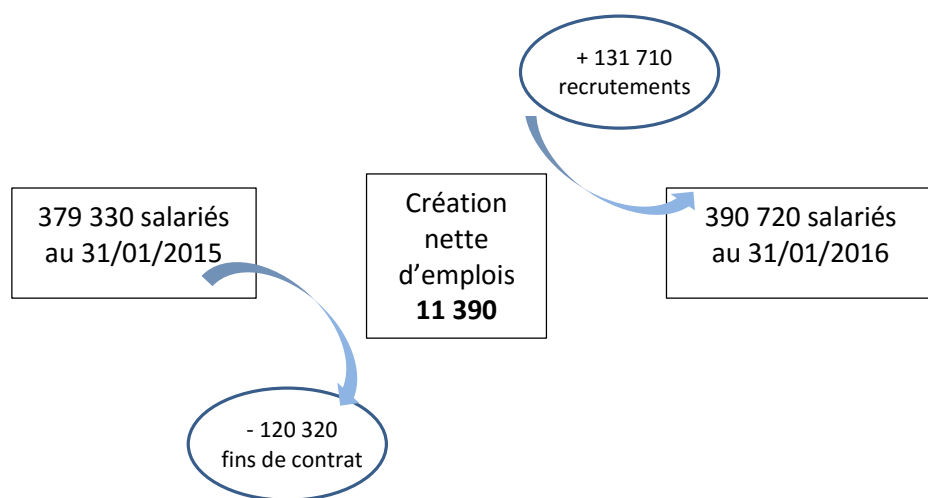
Date de parution : juin 2016

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre.....	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	7
6. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	10
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum..	12
ANNEXES	14

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2016, il y avait 390 720 salariés au Luxembourg contre 379 330 au 31 janvier 2015. Entre ces deux dates, on observe 131 710 recrutements et 120 320 fins de contrat (dont près de 5 400 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 11 390 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 11 390 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

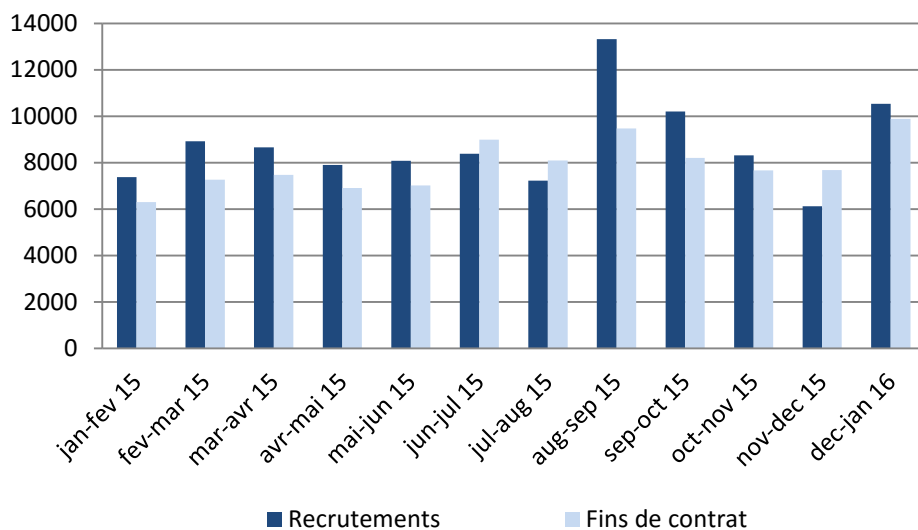
	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3) = (1) – (2)
Salariés hors intérimaires	105 000	94 930	10 070
Salariés intérimaires	26 710	25 390	1 320
Total	131 710	120 320	11 390

Le travail intérimaire représente environ 1/5^{ème} des mouvements observés sur le marché. Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 20% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 80% concernent des emplois salariés non intérimaires. Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 21% et 79%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31/01/2016, près de 2% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 7 400 personnes).

¹ Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'état) car les données ne sont pas encore disponibles pour 2015. En se basant sur les données de 2014, on peut estimer à quelque 500 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

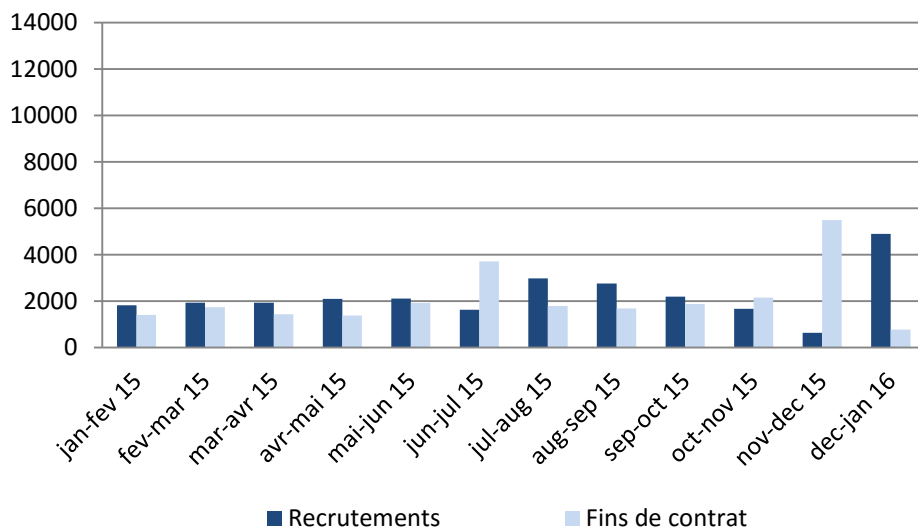
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 6 100 et 13 300 ; celui des fins de contrat, entre 6 300 et 9 900.

Guide de lecture : Entre janvier et février 2015, on observe 7 400 recrutements et 6 300 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

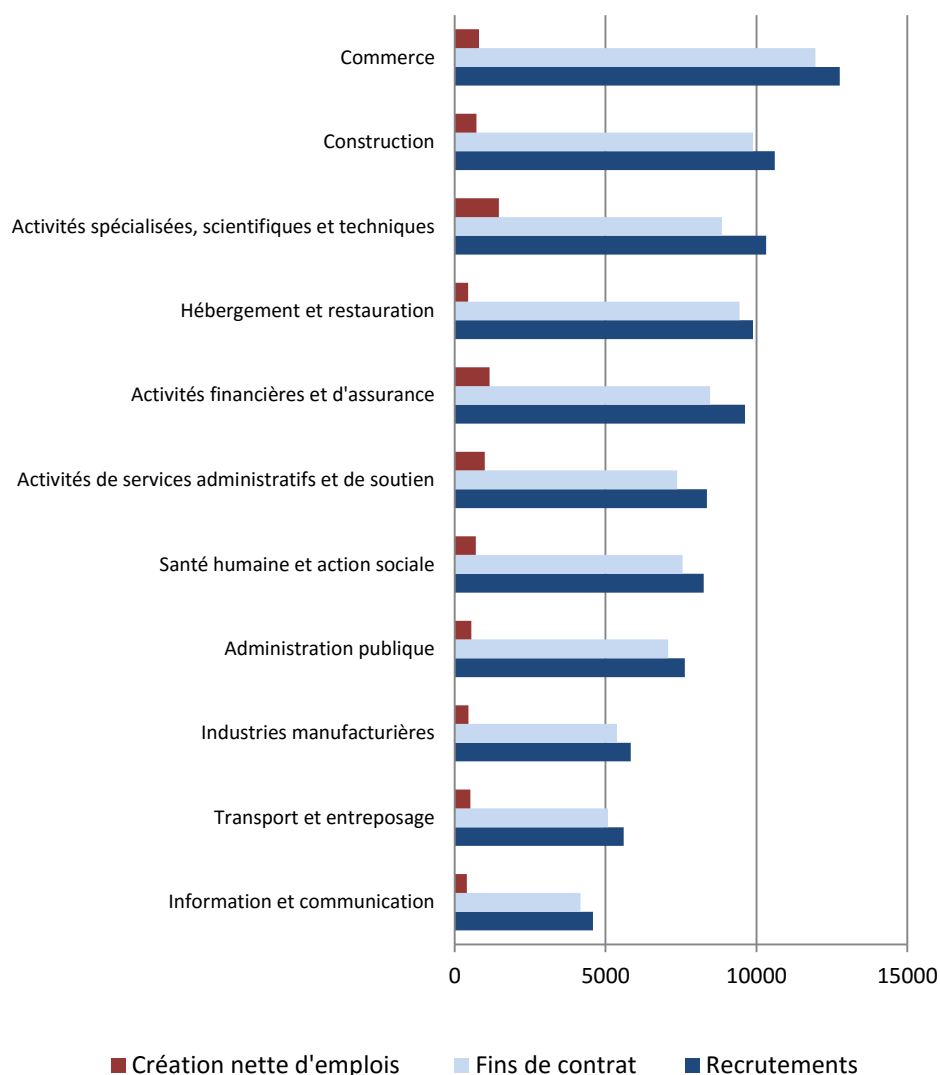


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 600 et 4 900 ; celui des fins de contrat, entre 700 et 5 500.

² Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



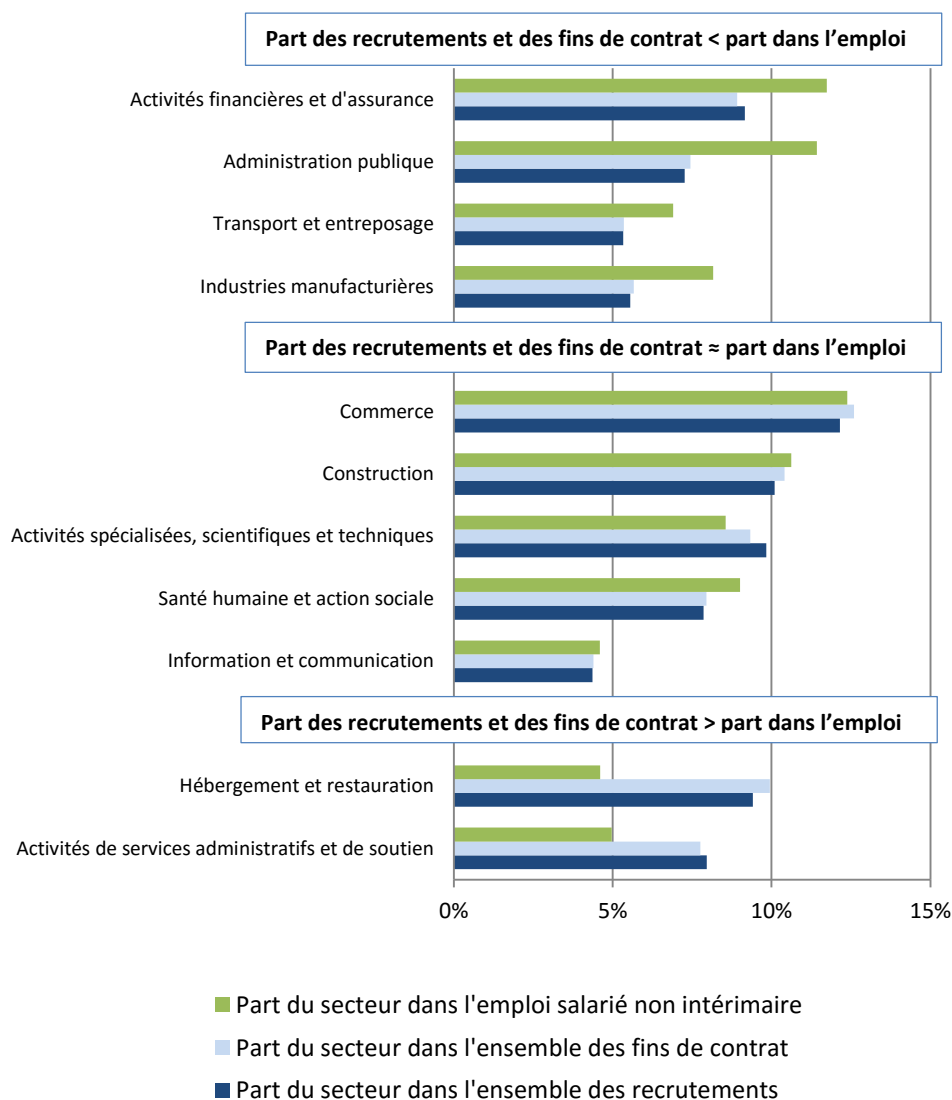
Avec respectivement 12 800, 10 600, 10 300 et 9 900 recrutements, les secteurs du commerce, de la construction, des activités spécialisées ainsi que celui de l'hébergement-restauration sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2015 et janvier 2016. Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur du commerce, le nombre de recrutements entre janvier 2015 et janvier 2016 s'élève environ à 12 800, le nombre de fins de contrat à 12 000. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 800.

³ Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

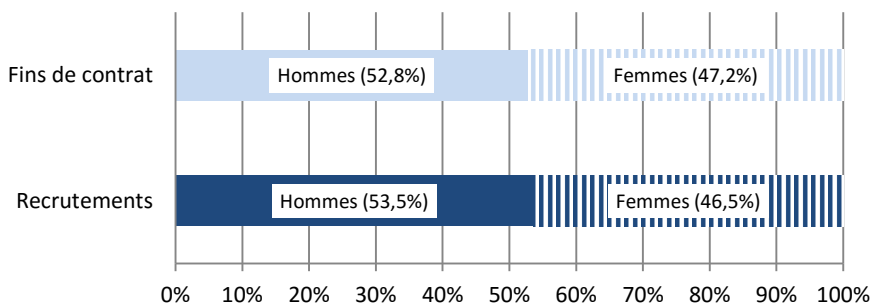
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de service administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

Dans le 1^{er} groupe par exemple, la finance, qui occupe 11,7% des salariés (hors intérimaires), représente 9,2% des recrutements et 8,9% des fins de contrat.

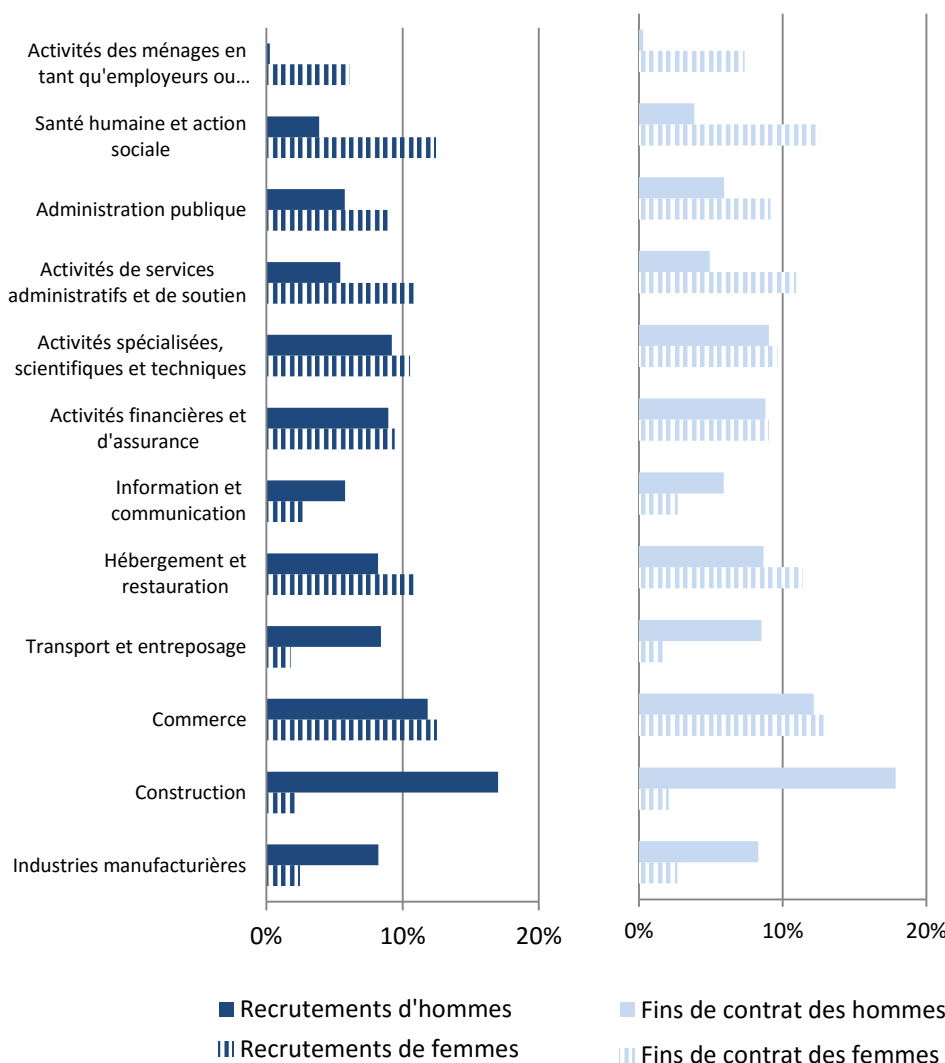
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Parmi les 105 000 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2015 et janvier 2016, 46,5% concernent des femmes tandis que 53,5% concernent des hommes. Ainsi, tous secteurs confondus, près d'un recrutement sur deux est attribué à une femme. Parmi les 94 930 fins de contrat observées au cours de la même période, 47,2% concernent des femmes et 52,8% des hommes. A l'instar des recrutements, près d'une fin de contrat sur deux concerne une femme.

4.2. Structure des recrutements et fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



Les secteurs qui recrutent le plus de femmes sont le commerce et la santé-action sociale. Chacun représente 12,4% des recrutements féminins (hors intérimaires). Alors que le commerce absorbe une part équivalente des recrutements masculins (12%), le secteur de la santé ne représente que 3,9% des recrutements masculins. D'autres secteurs ont également un poids différent dans les recrutements des femmes et des hommes : le secteur des activités de services administratifs et de soutien (incluant les entreprises de nettoyage) représente 10,9% des recrutements féminins contre 5,4% des recrutements masculins et le secteur de l'HORECA représente 10,8% des recrutements féminins contre 8,2% des recrutements masculins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas du secteur financier qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins (ou du commerce qui en représente 12%).

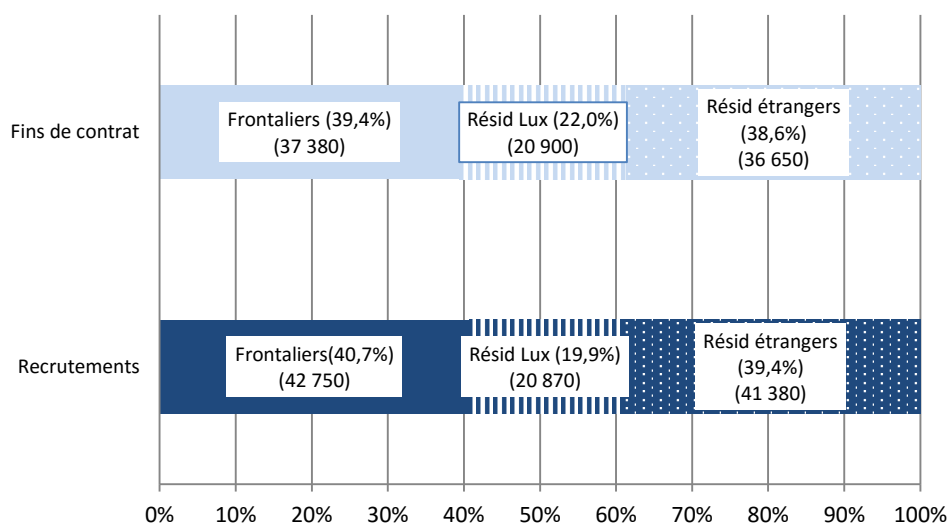
Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 000) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans les industries manufacturières représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans les industries manufacturières représentent 8% de l'ensemble des recrutements masculins.

⁴ Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 105 000 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2015 et janvier 2016, 40,7% ont concerné des frontaliers, 19,9% des résidents luxembourgeois et 39,4% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 94 930 fins de contrat observées au cours de la même période, 22% ont concerné des résidents luxembourgeois, 38,6% des résidents de nationalité étrangère et 39,4% des frontaliers.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 4 700 et 5 400, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

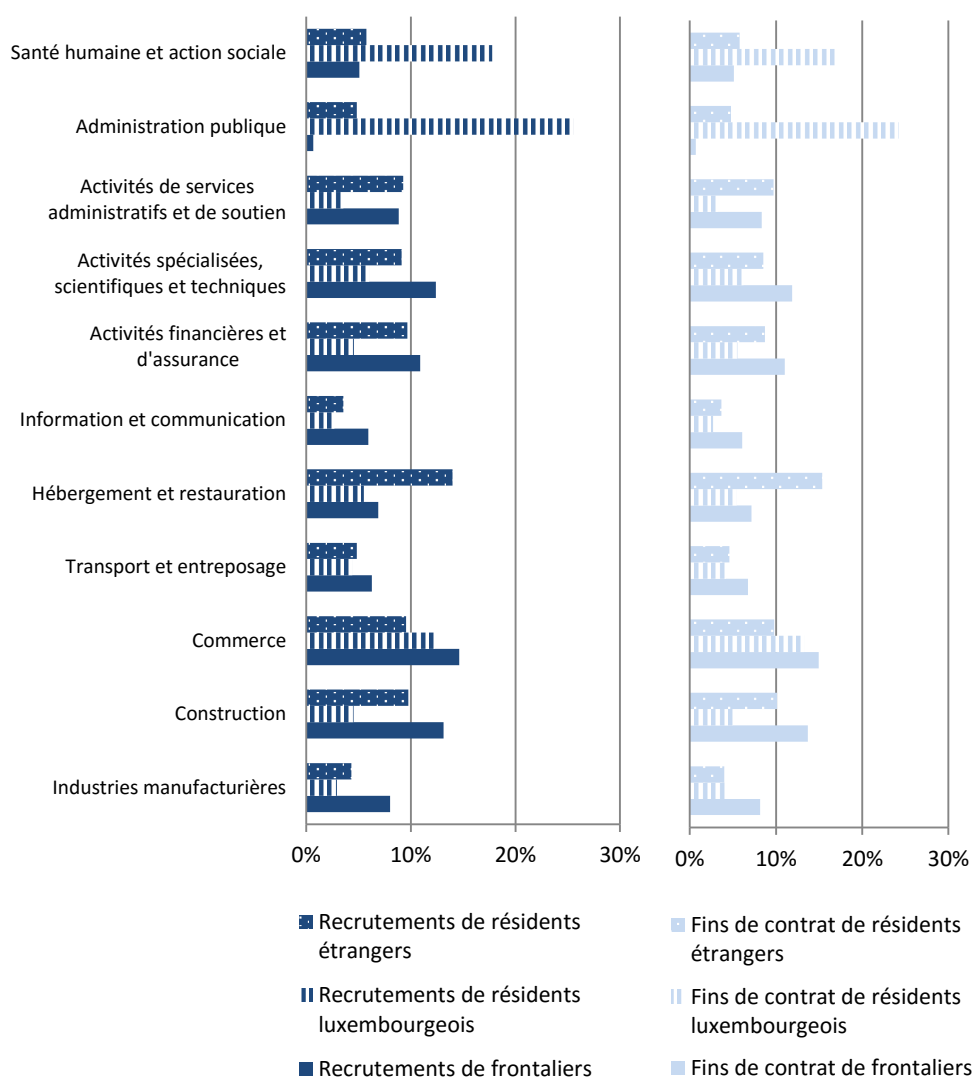
Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise. En effet, ces derniers enregistrent quelque 800 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 200 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁶, ce qui s'explique notamment par le fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷.

⁵ Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

⁶ Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés d'état).

⁷ Si nous comparons les stocks d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2015 et janvier 2016, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 100 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi : en effet, parmi les résidents de nationalité étrangère travaillant au Luxembourg en janvier 2015 et en janvier 2016, 1 300 sont devenus luxembourgeois en janvier 2016.

5.2. Structure des recrutements et fins de contrat de frontaliers, de résidents luxembourgeois et de résidents étrangers selon le secteur d'activité



Les secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont l'administration publique (qui représente 26% des recrutements de résidents luxembourgeois) et la santé et l'action sociale (18%). A eux deux, ces secteurs représentent ainsi près de 45% des recrutements de résidents luxembourgeois.

Les secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont le commerce (15%), la construction (13%), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (12%) et la finance (11%).

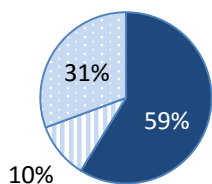
Les secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont l'hébergement et la restauration (14%), le commerce (10%), la construction (10%) et la finance (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des frontaliers et des résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

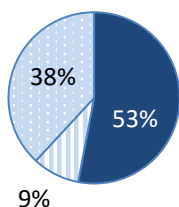
Guide de lecture : Les recrutements de résidents étrangers dans le secteur de la santé et de l'action sociale représentent 6% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Les recrutements de résidents luxembourgeois dans ce secteur représentent 18% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 5%.

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence

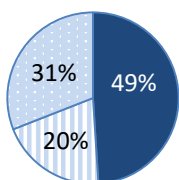
Industries manufacturières



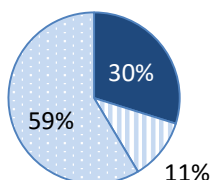
Construction



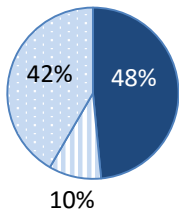
Commerce



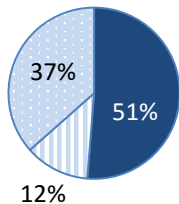
Hébergement et restauration



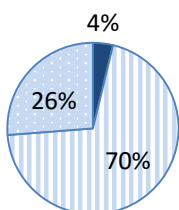
Activités financières



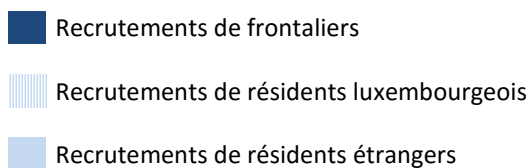
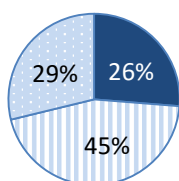
Activités spécialisées



Administration publique



Santé humaine



Guide de lecture : Les recrutements effectués par les industries manufacturières entre janvier 2015 et janvier 2016 se structurent ainsi : 59% concernent des frontaliers, 10% des résidents luxembourgeois et 31% des résidents étrangers.

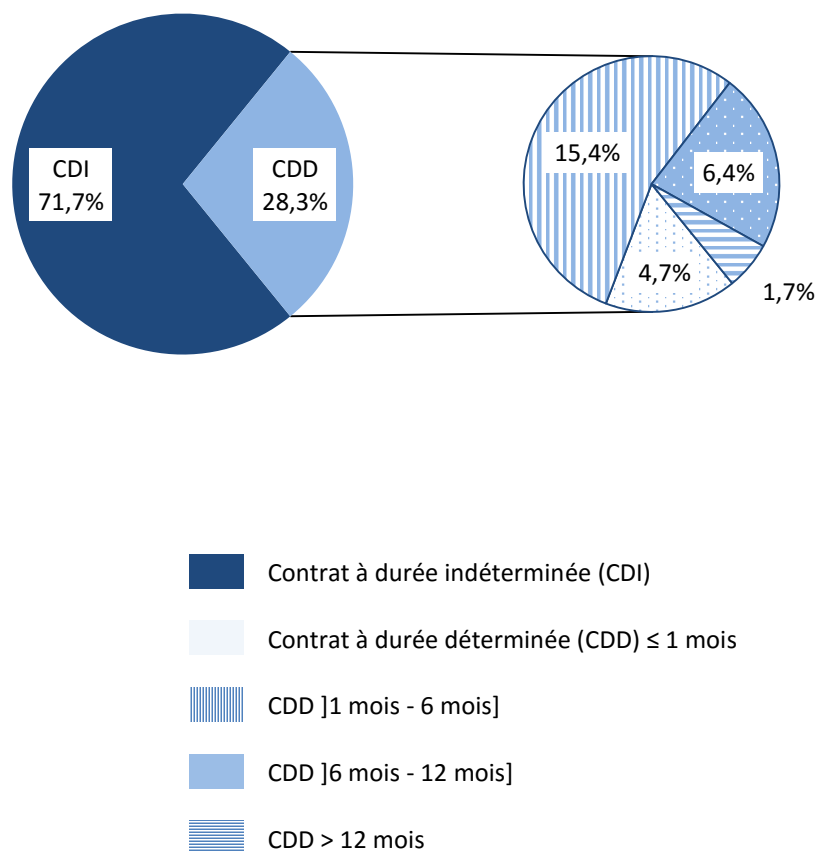
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements (c'est le cas des industries manufacturières, de la construction, du commerce, de la finance et des activités spécialisées, scientifiques et techniques).

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 60% des recrutements réalisés dans l'hébergement et la restauration), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans l'administration publique ou le secteur de la santé et l'action sociale où ils représentent respectivement 70% et 45% des recrutements).

6. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁸

6.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat



Guide de lecture : Le disque de gauche indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 105 000 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2015 et janvier 2016, 28,3% sont des contrats à durée déterminée et 71,7% des contrats à durée indéterminée.

Le disque de droite décompose les 28,3% de CDD selon la durée des contrats : 4,7% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 15,4% sont prévus pour une durée supérieure à 1 mois et inférieure à 6 mois ; 6,4% s'échelonnent entre 6 et 12 mois et 1,7% ont une durée supérieure à 12 mois.

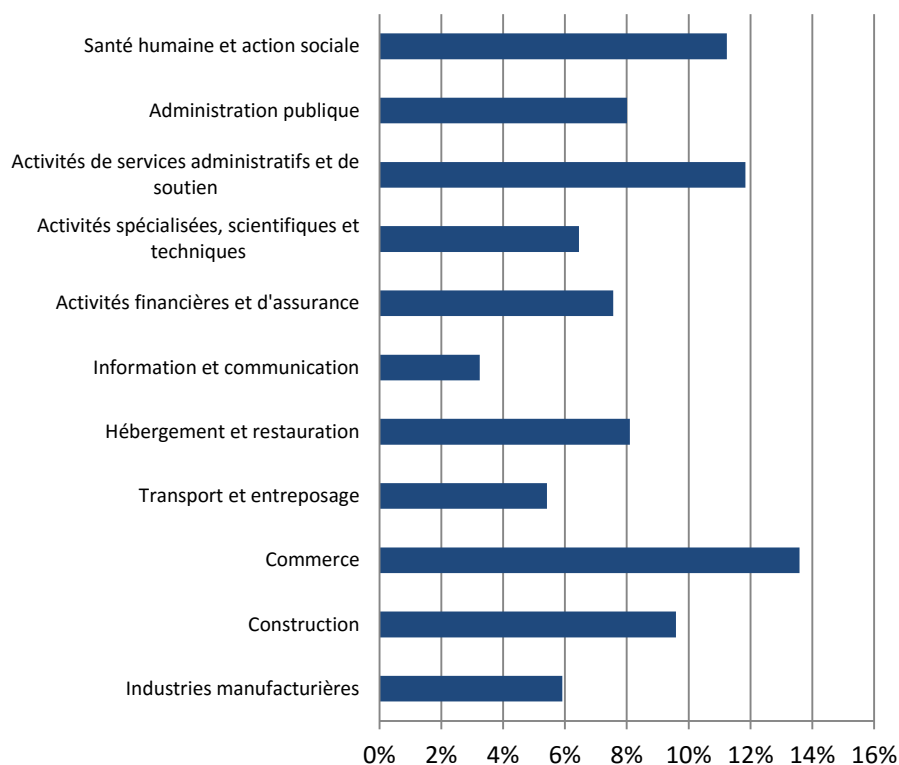
La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28,3%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2016, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois.

⁸ Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

6.2. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



Guide de lecture : Les industries manufacturières représentent 6% des recrutements en CDD.

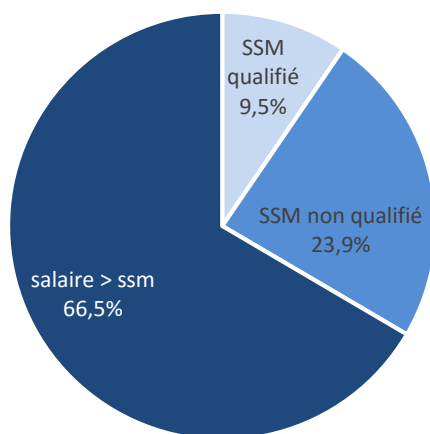
Plus du tiers des recrutements en CDD (37%) sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 28% du total des recrutements. Il s'agit du secteur du commerce (qui recrute 13,6% des CDD), de celui de la santé et de l'action sociale (11,2%) et du secteur des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises, qui comprend les entreprises de nettoyage (11,8%).

Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 6.1, à 28,3%. Il s'agit des secteurs des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises, qui incluent les entreprises de nettoyage (42% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), du secteur de la santé humaine-action sociale (40%), de l'industrie (30%), de l'administration publique (31%) et du commerce (32%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 6 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : HORECA (24%), activités financières et d'assurance (23%), activités spécialisées, scientifiques et techniques (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2015 et janvier 2016, 33,5% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés ont un contrat de travail qui prévoit une rémunération au SSM. Or ils bénéficient de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on ne parvenait pas à neutraliser ces compléments de rémunération (ce que permet de faire la prise en compte du seuil de 102%).

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 33,5%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2015, seuls 15% sont rémunérés au voisinage du SSM.

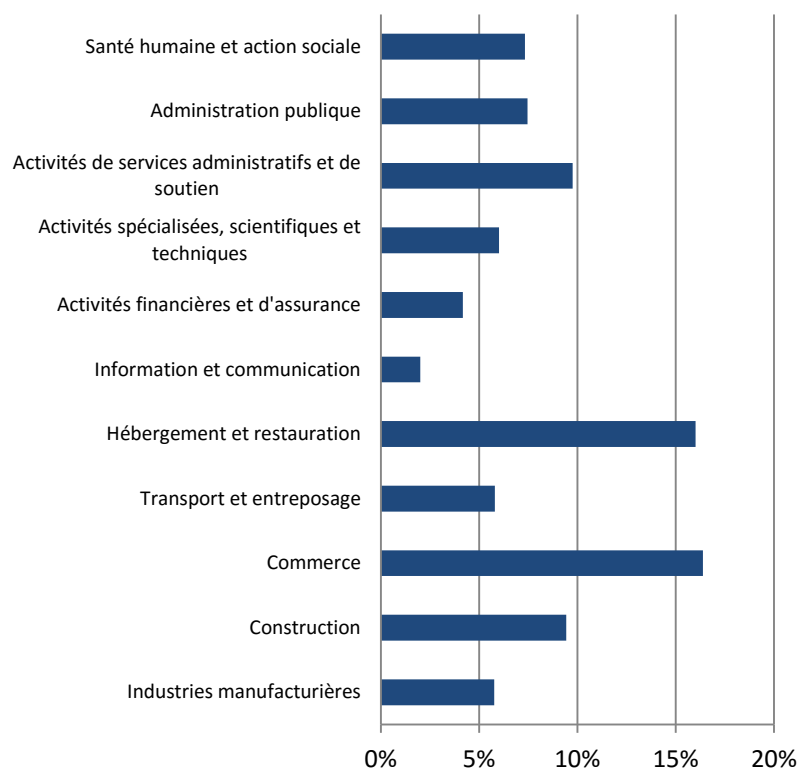
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 71% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en mars 2015 à 1 922 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 29% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève à 2 300 € par mois.

⁹ Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

7.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité



Guide de lecture : Les industries manufacturières représentent 6% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Près d'un tiers des recrutements rémunérés au voisinage du SSM (32%) sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble un peu plus de 20% du total des recrutements. Il s'agit des secteurs du commerce et de l'hébergement-restauration (qui représentent chacun 16% des recrutements au voisinage du SSM).

La construction et le secteur des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises, qui comprend les entreprises de nettoyage, représentent à eux deux 20% des recrutements au SSM.

Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 33,5%. Il s'agit des secteurs des activités de services administratifs et de soutien aux entreprises (41% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), du commerce (45%) et de l'HORECA (57%) (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment les activités financières et d'assurance (15%) ainsi que les activités spécialisées, scientifiques et techniques (20%).

ANNEXES

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2015 -janvier 2016)

	jan-fév 15	fév-mar 15	mar-avr- 5	avr-mai 15	mai-jun 15	jun-jul 15	jul-aug 15	aug-sep 15	sep-oct 15	oct-nov 15	nov-déc 15	déc-jan 16	Total annuel
Salariés non intérimaires	7369	8915	8658	7893	8080	8382	7219	13324	10200	8314	6115	10534	105003
Salariés intérimaires	1829	1939	1936	2102	2118	1628	2984	2766	2193	1671	633	4906	26705
Total	9198	10854	10594	9995	10198	10010	10203	16090	12393	9985	6748	15440	131708

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2015 -janvier 2016)

	jan-fév 15	fév-mar 15	mar-avr 15	avr-mai 15	mai-jun 15	jun-jul 15	jul-aug 15	aug-sep 15	sep-oct 15	oct-nov 15	nov-déc 15	déc-jan 16	Total annuel
Salariés non intérimaires	6301	7264	7466	6906	7017	8982	8098	9473	8200	7660	7680	9883	94930
Salariés intérimaires	1415	1745	1445	1387	1916	3713	1800	1687	1873	2151	5489	773	25394
Total	7716	9009	8911	8293	8933	12695	9898	11160	10073	9811	13169	10656	120324

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2015 -janvier 2016)

	Recrutements	Fins de contrat	Part du secteur dans l'ensemble des recrutements	Part du secteur dans l'ensemble des fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE)	Contribution du secteur à la CNE	Nombre de salariés non intérimaires en janvier 2016	Part du secteur dans l'emploi salarié non intérimaire en janvier 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	565	504	0,5%	0,5%	61	0,6%	1291	0,3%
Industries extractives	15	29	0,0%	0,0%	-14	-0,1%	235	0,1%
Industries manufacturières	5831	5373	5,6%	5,7%	458	4,5%	31299	8,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	153	0,2%	0,2%	60	0,6%	1432	0,4%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	215	211	0,2%	0,2%	4	0,0%	1571	0,4%
Construction	10605	9883	10,1%	10,4%	722	7,2%	40712	10,6%
Commerce	12762	11958	12,2%	12,6%	804	8,0%	47452	12,4%
Transport et entreposage	5597	5083	5,3%	5,4%	514	5,1%	26459	6,9%
Hébergement et restauration	9888	9443	9,4%	9,9%	445	4,4%	17662	4,6%
Information et communication	4578	4171	4,4%	4,4%	407	4,0%	17632	4,6%
Activités financières et d'assurance	9618	8466	9,2%	8,9%	1152	11,4%	44991	11,7%
Activités immobilières	1025	916	1,0%	1,0%	109	1,1%	2537	0,7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10323	8858	9,8%	9,3%	1465	14,5%	32797	8,6%
Activités de services administratifs et de soutien	8362	7369	8,0%	7,8%	993	9,9%	19029	5,0%
Administration publique	7629	7073	7,3%	7,5%	556	5,5%	43799	11,4%
Enseignement	1305	1068	1,2%	1,1%	237	2,4%	4159	1,1%
Santé humaine et action sociale	8251	7552	7,9%	8,0%	699	6,9%	34513	9,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	735	714	0,7%	0,8%	21	0,2%	2087	0,5%
Autres activités de services	1727	1685	1,6%	1,8%	42	0,4%	5763	1,5%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3112	3437	3,0%	3,6%	-325	-3,2%	5852	1,5%
Activités extra-territoriales	330	288	0,3%	0,3%	42	0,4%	928	0,2%
Non déterminés	2317	696	2,2%	0,7%	1621	16,1%	1097	0,3%
Total	105003	94930	100,0%	100,0%	10073	100,0%	383297	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2015 -janvier 2016) – partie 1

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de femmes dans les recrutements	Nombre de femmes dans les fins de contrat	Structure des recrutements de femmes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de femmes selon le secteur d'activité	Nombre d'hommes dans les recrutements	Nombre d'hommes dans les fins de contrat	Structure des recrutements d'hommes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat d'hommes selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	565	504	122	116	0,3%	0,3%	443	388	0,8%	0,8%
Industries extractives	15	29	1	7	0,0%	0,0%	14	22	0,0%	0,0%
Industries manufacturières	5831	5373	1205	1202	2,5%	2,7%	4626	4171	8,2%	8,3%
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	153	53	34	0,1%	0,1%	160	119	0,3%	0,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	215	211	46	50	0,1%	0,1%	169	161	0,3%	0,3%
Construction	10605	9883	1036	928	2,1%	2,1%	9569	8955	17,0%	17,9%
Commerce	12762	11958	6105	5862	12,5%	13,1%	6657	6096	11,8%	12,2%
Transport et entreposage	5597	5083	874	803	1,8%	1,8%	4723	4280	8,4%	8,5%
Hébergement et restauration	9888	9443	5274	5092	10,8%	11,4%	4614	4351	8,2%	8,7%
Information et communication	4578	4171	1327	1213	2,7%	2,7%	3251	2958	5,8%	5,9%
Activités financières et d'assurance	9618	8466	4591	4046	9,4%	9,0%	5027	4420	8,9%	8,8%
Activités immobilières	1025	916	500	461	1,0%	1,0%	525	455	0,9%	0,9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10323	8858	5144	4317	10,5%	9,6%	5179	4541	9,2%	9,1%
Activités de services administratifs et de soutien	8362	7369	5307	4895	10,9%	10,9%	3055	2474	5,4%	4,9%
Administration publique	7629	7073	4399	4099	9,0%	9,2%	3230	2974	5,7%	5,9%
Enseignement	1305	1068	788	647	1,6%	1,4%	517	421	0,9%	0,8%
Santé humaine et action sociale	8251	7552	6071	5613	12,4%	12,5%	2180	1939	3,9%	3,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	735	714	352	316	0,7%	0,7%	383	398	0,7%	0,8%
Autres activités de services	1727	1685	1302	1294	2,7%	2,9%	425	391	0,8%	0,8%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3112	3437	2973	3287	6,1%	7,3%	139	150	0,2%	0,3%
Activités extra-territoriales	330	288	187	166	0,4%	0,4%	143	122	0,3%	0,2%
Non déterminés	2317	696	1118	320	2,3%	0,7%	1199	376	2,1%	0,7%
Total	105003	94930	48775	44768	100,0%	100,0%	56228	50162	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2015 -janvier 2016) – partie 2

	Nombre de femmes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Structure de l'emploi salarié féminin (hors intérimaires) en janvier 2016	Nombre d'hommes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Structure de l'emploi salarié masculin (hors intérimaires) en janvier 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	251	0,2%	1040	0,5%
Industries extractives	22	0,0%	213	0,1%
Industries manufacturières	5377	3,4%	25922	11,4%
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	0,1%	1219	0,5%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	228	0,1%	1343	0,6%
Construction	3574	2,3%	37138	16,3%
Commerce	20749	13,3%	26703	11,8%
Transport et entreposage	3492	2,2%	22967	10,1%
Hébergement et restauration	9188	5,9%	8474	3,7%
Information et communication	4563	2,9%	13069	5,8%
Activités financières et d'assurance	20237	13,0%	24754	10,9%
Activités immobilières	1197	0,8%	1340	0,6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14477	9,3%	18320	8,1%
Activités de services administratifs et de soutien	10866	7,0%	8163	3,6%
Administration publique	21319	13,7%	22480	9,9%
Enseignement	2286	1,5%	1873	0,8%
Santé humaine et action sociale	26335	16,9%	8178	3,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	892	0,6%	1195	0,5%
Autres activités de services	4204	2,7%	1559	0,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5645	3,6%	207	0,1%
Activités extra-territoriales	512	0,3%	416	0,2%
Non déterminés	422	0,3%	675	0,3%
Total	156049	100,0%	227248	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2015 -janvier 2016) – partie 1

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de frontaliers dans les recrutements	Nombre de résidents luxembourgeois dans les recrutements	Nombre de résidents étrangers dans les recrutements	Nombre de frontaliers dans les fins de contrat	Nombre de résidents luxembourgeois dans les fins de contrat	Nombre de résidents étrangers dans les fins de contrat
Agriculture, sylviculture et pêche	565	504	124	121	320	112	98	294
Industries extractives	15	29	4	3	8	11	9	9
Industries manufacturières	5831	5373	3431	615	1785	3048	854	1471
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	153	75	106	32	43	88	22
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	215	211	107	67	41	116	55	40
Construction	10605	9883	5619	944	4042	5121	1047	3715
Commerce	12762	11958	6251	2562	3949	5596	2779	3583
Transport et entreposage	5597	5083	2678	918	2001	2524	878	1681
Hébergement et restauration	9888	9443	2950	1148	5790	2672	1137	5634
Information et communication	4578	4171	2544	562	1472	2268	564	1339
Activités financières et d'assurance	9618	8466	4663	953	4002	4120	1156	3190
Activités immobilières	1025	916	374	257	394	289	246	381
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10323	8858	5293	1260	3770	4432	1305	3121
Activités de services administratifs et de soutien	8362	7369	3785	739	3838	3122	689	3558
Administration publique	7629	7073	288	5340	2001	264	5054	1755
Enseignement	1305	1068	322	326	657	255	278	535
Santé humaine et action sociale	8251	7552	2167	3708	2376	1913	3520	2119
Arts, spectacles et activités récréatives	735	714	238	191	306	221	210	283
Autres activités de services	1727	1685	615	514	598	586	534	565
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3112	3437	256	212	2644	318	265	2854
Activités extra-territoriales	330	288	133	40	157	110	50	128
Non déterminés	2317	696	833	284	1200	245	81	370
Total	105003	94930	42750	20870	41383	37386	20897	36647

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2015 -janvier 2016) – partie 2

	Structure des recrutements de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents étrangers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents étrangers selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,6%	0,8%	0,3%	0,5%	0,8%
Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industries manufacturières	8,0%	2,9%	4,3%	8,2%	4,1%	4,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz	0,2%	0,5%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,1%
Construction	13,1%	4,5%	9,8%	13,7%	5,0%	10,1%
Commerce	14,6%	12,3%	9,5%	15,0%	13,3%	9,8%
Transport et entreposage	6,3%	4,4%	4,8%	6,8%	4,2%	4,6%
Hébergement et restauration	6,9%	5,5%	14,0%	7,1%	5,4%	15,4%
Information et communication	6,0%	2,7%	3,6%	6,1%	2,7%	3,7%
Activités financières et d'assurance	10,9%	4,6%	9,7%	11,0%	5,5%	8,7%
Activités immobilières	0,9%	1,2%	1,0%	0,8%	1,2%	1,0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12,4%	6,0%	9,1%	11,9%	6,2%	8,5%
Activités de services administratifs et de soutien	8,9%	3,5%	9,3%	8,4%	3,3%	9,7%
Administration publique	0,7%	25,6%	4,8%	0,7%	24,2%	4,8%
Enseignement	0,8%	1,6%	1,6%	0,7%	1,3%	1,5%
Santé humaine et action sociale	5,1%	17,8%	5,7%	5,1%	16,8%	5,8%
Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	0,9%	0,7%	0,6%	1,0%	0,8%
Autres activités de services	1,4%	2,5%	1,4%	1,6%	2,6%	1,5%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,6%	1,0%	6,4%	0,9%	1,3%	7,8%
Activités extra-territoriales	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	0,3%
Non déterminés	1,9%	1,4%	2,9%	0,7%	0,4%	1,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2015 -janvier 2016) – partie 3

	Nombre de frontaliers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Nombre de résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Nombre de résidents étrangers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Structure des emplois salariés occupés par les frontaliers en janvier 2016	Structure des emplois salariés occupés par les résidents luxembourgeois frontaliers en janvier 2016	Structure des emplois salariés occupés par les résidents étrangers en janvier 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	370	343	578	0,2%	0,3%	0,5%
Industries extractives	117	53	65	0,1%	0,0%	0,1%
Industries manufacturières	19922	4943	6434	12,0%	4,6%	5,9%
Production et distribution d'électricité, de gaz	298	1007	127	0,2%	0,9%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	755	602	214	0,5%	0,6%	0,2%
Construction	21298	3862	15552	12,8%	3,6%	14,3%
Commerce	26007	9798	11647	15,6%	9,0%	10,7%
Transport et entreposage	12817	6981	6661	7,7%	6,4%	6,1%
Hébergement et restauration	6346	1852	9464	3,8%	1,7%	8,7%
Information et communication	9239	4173	4220	5,6%	3,8%	3,9%
Activités financières et d'assurance	22328	8878	13785	13,4%	8,2%	12,7%
Activités immobilières	858	814	865	0,5%	0,8%	0,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17282	5164	10351	10,4%	4,8%	9,5%
Activités de services administratifs et de soutien	9514	1838	7677	5,7%	1,7%	7,1%
Administration publique	1923	37831	4045	1,2%	34,9%	3,7%
Enseignement	1231	1231	1697	0,7%	1,1%	1,6%
Santé humaine et action sociale	11864	15530	7119	7,1%	14,3%	6,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	709	758	620	0,4%	0,7%	0,6%
Autres activités de services	1956	2008	1799	1,2%	1,9%	1,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	690	569	4593	0,4%	0,5%	4,2%
Activités extra-territoriales	390	111	427	0,2%	0,1%	0,4%
Non déterminés	364	185	548	0,2%	0,2%	0,5%
Total	166278	108531	108488	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2015 -janvier 2016)

	Recrutements	Fins de contrat	Nombre de recrutements en CDD	Nombre de recrutements en CDI	Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité	Part des CDD dans les recrutements du secteur	Nombre de CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Structure des CDD dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Nombre de recrutements en CDD			
									< 1 mois]1 - 6 mois]]6 - 12 mois]	> 12 mois
Agriculture, sylviculture et pêche	565	504	196	369	0,7%	34,7%	72	0,4%	25	113	48	10
Industries extractives	15	29	10	5	0,0%	66,7%	10	0,1%	0	9	1	0
Industries manufacturières	5831	5373	1754	4077	5,9%	30,1%	1135	6,2%	161	1105	428	60
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	153	49	164	0,2%	23,0%	37	0,2%	5	21	21	2
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	215	211	52	163	0,2%	24,2%	48	0,3%	4	22	23	3
Construction	10605	9883	2846	7759	9,6%	26,8%	1263	6,8%	382	1794	578	92
Commerce	12762	11958	4032	8730	13,6%	31,6%	2313	12,5%	564	2615	732	121
Transport et entreposage	5597	5083	1607	3990	5,4%	28,7%	757	4,1%	168	899	476	64
Hébergement et restauration	9888	9443	2403	7485	8,1%	24,3%	763	4,1%	471	1372	520	40
Information et communication	4578	4171	961	3617	3,2%	21,0%	480	2,6%	129	611	180	41
Activités financières et d'assurance	9618	8466	2244	7374	7,6%	23,3%	1600	8,7%	95	1271	666	212
Activités immobilières	1025	916	159	866	0,5%	15,5%	68	0,4%	29	94	27	9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10323	8858	1914	8409	6,5%	18,5%	1244	6,7%	228	1118	396	172
Activités de services administratifs et de soutien	8362	7369	3511	4851	11,8%	42,0%	1377	7,5%	1317	1818	329	47
Administration publique	7629	7073	2374	5255	8,0%	31,1%	2259	12,3%	687	501	872	314
Enseignement	1305	1068	872	433	2,9%	66,8%	1188	6,4%	33	396	174	269
Santé humaine et action sociale	8251	7552	3332	4919	11,2%	40,4%	3071	16,7%	384	1905	797	246
Arts, spectacles et activités récréatives	735	714	405	330	1,4%	55,1%	246	1,3%	95	116	165	29
Autres activités de services	1727	1685	436	1291	1,5%	25,2%	302	1,6%	34	217	143	42
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3112	3437	46	3066	0,2%	1,5%	12	0,1%	13	28	5	0
Activités extra-territoriales	330	288	188	142	0,6%	57,0%	136	0,7%	68	40	77	3
Non déterminés	2317	696	274	2043	0,9%	11,8%	58	0,3%	55	149	49	21
Total	105003	94930	29665	75338	100,0%	28,3%	18439	100,0%	4947	16214	6707	1797

Tableau 7 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2015 -janvier 2016)

	Recrutements	Nombre de recrutements au voisinage du SSM	Nombre de recrutements au voisinage du SSM non qualifié	Nombre de recrutements au voisinage du SSM qualifié	Structure des recrutements au voisinage du SSM selon le secteur d'activité	Part des recrutements au voisinage du SSM dans les recrutements du secteur	Nombre d'emplois au voisinage du SSM dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016	Structure des emplois au voisinage du SSM dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en janvier 2016
Agriculture, sylviculture et pêche	565	337	280	57	1,0%	59,6%	558	1,0%
Industries extractives	15	4	0	4	0,0%	26,7%	15	0,0%
Industries manufacturières	5831	2024	1193	831	5,8%	34,7%	4648	8,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz	213	35	26	9	0,1%	16,4%	30	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	215	77	58	19	0,2%	35,8%	144	0,2%
Construction	10605	3315	1904	1411	9,4%	31,3%	6065	10,4%
Commerce	12762	5755	4328	1427	16,4%	45,1%	13407	23,1%
Transport et entreposage	5597	2039	1203	836	5,8%	36,4%	3301	5,7%
Hébergement et restauration	9888	5626	4569	1057	16,0%	56,9%	9228	15,9%
Information et communication	4578	703	359	344	2,0%	15,4%	940	1,6%
Activités financières et d'assurance	9618	1465	1097	368	4,2%	15,2%	961	1,7%
Activités immobilières	1025	320	201	119	0,9%	31,2%	469	0,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10323	2113	1152	961	6,0%	20,5%	2239	3,9%
Activités de services administratifs et de soutien	8362	3427	2661	766	9,8%	41,0%	4331	7,5%
Administration publique	7629	2620	2365	255	7,5%	34,3%	3069	5,3%
Enseignement	1305	252	199	53	0,7%	19,3%	135	0,2%
Santé humaine et action sociale	8251	2574	1955	619	7,3%	31,2%	5001	8,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	735	253	199	54	0,7%	34,4%	348	0,6%
Autres activités de services	1727	817	506	311	2,3%	47,3%	1835	3,2%
Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3112	519	374	145	1,5%	16,7%	936	1,6%
Activités extra-territoriales	330	59	45	14	0,2%	17,9%	72	0,1%
Non déterminés	2317	790	433	357	2,2%	34,1%	390	0,7%
Total	105003	35124	25107	10017	100,0%	33,5%	58122	100,0%

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL)

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Pour accéder à la version PDF :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/retel/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse retel@mt.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG